

# Quelle exception tunisienne ?

*par Leyla Dakhli*

---

**La Tunisie est-elle une exception dans le monde arabe ? Est-ce ce qui explique que la révolution démocratique ait là-bas triomphé ? C'est ce que soutient S. M. Masri, mais son argumentation est, théoriquement et historiquement, loin d'être convaincante.**

---

Recensé : Safwan M. Masri, *Tunisia. An Arab Anomaly*, Columbia University Press, New York, 2017, 416 p.

Les révolutions arabes ont, depuis 2011, été l'objet de nombreuses analyses et réflexions, allant jusqu'à créer un nouvel espace de débat au sein des études sur la région et en sciences politiques. Réfléchissant sur les défaites subies par les mouvements populaires dans le monde arabe, les guerres qui se sont installées sur les territoires syrien et yéménites, la fragmentation libyenne... les analyses ne manquent pas sur la contre-révolution, les impasses démocratiques, la fabrique des guerres civiles ou le jeu des puissances. Ces différentes tentatives de compréhension cherchent à identifier les facteurs qui expliquent ces échecs. Elles convoquent des modèles historiques issus d'autres espaces (révolutions française, américaine, transitions démocratiques européennes ou sud-américaines...)<sup>1</sup>.

L'ouvrage de Safwan Masri fait partie de cette littérature, du moins de l'un de ses sous-champs, en choisissant de se pencher non sur les échecs et les impasses, mais sur le « cas tunisien » apparaissant à la fois comme un modèle et une exception, pour saisir les dynamiques à l'œuvre lors des printemps arabes. Pour cela, il entreprend un parcours dans l'histoire de ce

---

<sup>1</sup> Parmi les multiples ouvrages parus en langues occidentales, mentionnons quelques titres. Sur la contre-révolution, Jean-Pierre Filiu, *Généraux, gangsters et jihadistes. Histoire de la Contre-Révolution arabe*, La Découverte, 2017 ; sur la question de la guerre civile comme « agency » suivant la situation révolutionnaire (et par l'exemple syrien), Gilles Doronsorro, Adam Baczko et Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, La Découverte, 2016 ; et l'analyse très suggestive d'Asef Bayat dans *Revolution without Revolutionaries. Making sense of the Arab Spring*, Stanford University Press, 2017, qui s'interroge sur ce que l'on appelle révolution dans l'expérience des printemps arabes dans le contexte de la « fin des idéologies ».

petit pays, à la recherche de clés pour comprendre ce qui s'est passé là en décembre 2017 (le soulèvement), mais aussi et surtout la capacité des Tunisiens à résister aux contre-feux, qui se sont abattus partout à partir de 2013. Sa question est assez simple, elle s'énonce sous cette forme dès la première page : « Why Tunisia ? »

## **De quoi le « miracle tunisien » est-il fait ?**

Dans ce contexte intellectuel, le texte de S. Masri est un ouvrage de facture très particulière, parce qu'il émane de quelqu'un dont ni l'étude des sociétés arabes ni la théorie politique ne sont la spécialité. S. Masri se présente comme un observateur impliqué d'une manière toute personnelle, en tant qu'universitaire arabe jordanien/palestinien-américain, essentiellement expert de l'administration à l'université de Columbia. Pour lui, la question est celle du « modèle tunisien ». Plutôt que de considérer les printemps arabes comme un bloc, il choisit d'isoler en son sein le cas tunisien pour tenter de comprendre ce qui permet d'expliquer que la révolution (mais surtout, dans sa perspective, l'expérience libérale et démocratique qui la suit) ait pu se poursuivre dans ce petit bout de Maghreb alors qu'ailleurs elle sème la guerre et la contre-révolution, ou simplement ne trouve pas à s'exprimer ou à s'épanouir.

L'ouvrage qui en résulte est donc une hypothèse et un parcours dans l'histoire de la Tunisie qui survole et ordonne un certain nombre d'éléments pour faire la démonstration que la Tunisie est un cas particulier au sein du « monde arabe ». Le propos n'est en réalité pas très nouveau, ce n'est pas son ambition. Il projette d'éclairer un public (essentiellement états-unien) sur ce petit pays arabe énigmatique, et de mettre à disposition des informations sur l'histoire contemporaine de la Tunisie (et même sur son histoire plus ancienne, puisqu'il remonte jusqu'à l'Antiquité).

La recherche conduite ici — lecture d'ouvrages, entretiens avec des Tunisiens lors de quelques séjours — le conduit à se rapprocher d'un discours assez commun, notamment en Tunisie où il prend la forme d'une certaine « fierté », ce qu'on pourrait désigner comme une sorte de « Tunisian Pride ». La Tunisie y est souvent présentée comme le « premier pays arabe à » ou « le seul pays arabe à ». Sans surprise, cette exceptionnalité tunisienne se concentre sur 4 domaines.

D'abord, l'éducation. Le système éducatif mis en place par Habib Bourguiba et son premier ministre de l'Éducation, l'écrivain Mahmoud al-Messaadi avait pour objectif de faire émerger, par la méritocratie républicaine, une classe de cadres de l'état. Ce système protège les acquis (coloniaux) du bilinguisme en les étendant à l'ensemble des filières. Sa mise en place préserve également la distinction entre enseignement et religion et fait de l'école un espace (quasi) — laïc (« Educating a nation », p 244-258).

Ensuite, l'émancipation des femmes. S. Masri parcourt l'histoire de l'émancipation féminine en Tunisie, à partir du cheikh réformateur de la Zitouna Tahar Haddad, auteur d'un traité prônant l'éducation de la femme musulmane dans les années 1920 et une certaine libéralisation de son statut, et jusqu'à Bourguiba, promulguant le code du statut personnel en 1957 et « dévoilant » symboliquement et réellement les femmes tunisiennes.

Puis la religion, qui grâce à une alliance stratégique entre les politiques et les autorités religieuses traditionnelles fut en 1957 détachée de l'État et non étatisée, et permit la mise à l'écart, jusqu'à un certain point, des religieux dans la gestion des affaires politiques après l'indépendance (« putting religion in its place », p. 224).

Enfin la « société civile », considérée comme le résultat de l'ensemble de ces développements, qui auraient permis à la Tunisie indépendante de se doter d'une classe moyenne politiquement active.

## **La Tunisie est-elle un pays arabe ?**

L'exposé des mérites du « modèle tunisien » est introduit par une partie historique insistant sur la persistance de l'unité territoriale et politique tunisienne, autour de Carthage, de l'Ifriqya romaine, puis des expériences réformatrices dans le cadre de l'Empire ottoman. L'ensemble de ces « expériences historiques » serait la démonstration renouvelée d'une exception tunisienne, ou d'une anomalie, comme l'énonce le titre.

Mais la démonstration est orientée : ce que veut prouver S. Masri, c'est que la Tunisie est une anomalie *au sein du monde arabe*. Mais il s'agit alors pour lui de redéfinir le monde arabe à partir de cette exception. L'épilogue de l'ouvrage est en cela assez clair. La conclusion ne concerne en rien la Tunisie, en réalité.

C'est une erreur de penser le monde arabe comme un ensemble monolithique et les Arabes comme un peuple homogène, et donc de parler d'un « Printemps arabe ». (p. 291)

Alors que c'était parce que la Tunisie pouvait servir de modèle ou apparaître comme une exception dans le monde arabe que l'auteur était allé en quête d'information sur ce petit pays, il aboutit à la conclusion qu'en réalité l'entité « monde arabe » elle-même se trouve mise en doute, voire révoquée, par l'examen du cas tunisien. La Tunisie « réussit » parce qu'elle est, selon lui, en tout point différente du reste du monde arabe, qu'elle est donc une anomalie. Sa trajectoire historique en fait une exception, et non un modèle. Au-delà de la faiblesse de l'articulation logique, il est intéressant de se pencher sur ce qui s'énonce là.

D'abord, il serait aisé de revenir sur chacun des mythes fondateurs de la « tunisianité » pour en examiner la face sombre. Il est particulièrement irritant de voir à quel point le bourguibisme apparaît ici comme une voie glorieuse et éclairée alors que l'on sait le rôle qu'a

joué l'autoritarisme de Bourguiba pour étouffer toute contestation, toute expérimentation démocratique. Sous la plume de Masri, cet autoritarisme est décrit comme un système d'intrigues de couloir dans lequel le « combattant suprême » comme il aimait à s'appeler lui-même, probablement un peu gagné par la folie du pouvoir, se ridiculise peu à peu alors que son entourage organise des complots (l'évocation des vagues de répression tient en quelques pages, à partir de la p. 216, et repose essentiellement sur un entretien avec l'ancien ministre Ahmed Ben Salah, ancien cadre de l'UGTT, qui mena une politique économique d'inspiration socialiste et fut limogé en 1969). L'éloge sans nuance d'un modèle scolaire mettant en son cœur le bilinguisme passe sous silence la politique d'arabisation chaotique que la Tunisie a connue à partir de 1973. L'apologie de la libération de la femme tunisienne ignore les failles de cette émancipation, les inégalités dans l'accès aux droits, les tensions qui ont émergé entre ces droits acquis et une sphère privée où un patriarcat sans nuance règne encore. Cette émancipation est par ailleurs décrite (une nouvelle fois, oserais-je dire !) sans laisser la place aux mouvements féministes portés par les femmes elles-mêmes. Se pencher sur cette histoire aurait permis de voir qu'ils ne sont pas toujours en accord avec la politique étatique de libération de « La femme ».

La question de la religion et de sa place dans l'Etat est aussi envisagée de manière très générale, sans attention pour les changements opérés par le Benalisme, mettant en place un vernis conservateur religieux (appels à la prière diffusés sur les chaînes publiques, police du ramadan — interdiction de servir/vendre de l'alcool ; surveillance des lieux publics -, mise en place d'une banque islamique et d'une chaîne de radio, toutes deux contrôlées par la famille régnante) tout en poursuivant une politique de stigmatisation des signes extérieurs de religiosité considérée sans nuance comme islamiste et donc potentiellement contestataire. De manière générale, l'auteur est trop occupé à lister l'œuvre considérable de celui qu'il nomme « le père de la nation » pour intégrer dans son bilan celle de Ben Ali, pourtant resté au pouvoir près de 24 ans. De même, parmi les forces sociales à l'œuvre, constituant ce qu'il appelle la société civile tunisienne, on peine à voir émerger d'autres acteurs que la centrale syndicale, l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) et le mouvement patronal, l'UTICA (Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et d'Artisanat). S'il est indéniable que l'UGTT a joué un rôle fondamental dans la structuration d'une voix des travailleurs, elle a été, à partir de 1978 (grève générale massive), profondément divisée, en partie démantelée et infiltrée par le parti néo-destourien, puis par le RCD. Dans ce récit enchanté, les mouvements politiques de contestation, qui ont payé le prix fort de la résistance à l'autoritarisme, comme les mouvements de gauche ou d'extrême gauche, mais aussi les partis islamistes, ne trouvent pas leur place.

## **La modernité tunisienne, avec l'Europe comme horizon**

La *tunisianité* — entendue comme une exception enchantée — est aussi définie comme une propension des Tunisiens à ne pas se définir par rapport au monde arabe et musulman, mais dans un contexte méditerranéen et dans un face à face avec l'Europe. Là encore, les preuves

à l'appui de cette affirmation semblent toutes venir d'un contexte dans lequel Bourguiba, artisan incontesté de l'indépendance, avance ses conceptions d'un pays moderne face à la France et, en un certain sens, avec l'idée de la France. Mais cette politique ne peut être comprise si l'on n'évoque pas le sort réservé à d'autres fractions de la lutte indépendantiste, notamment l'élimination des arabistes, qui a engendré une fracture persistante au sein du monde politique tunisien.

L'actuel président de la Tunisie, Beji Caïd Essebsi, est l'un des artisans de l'élimination de l'opposition arabiste, ceux que l'on appelle les « Youssefistes », car partisans de Salah Ben Youssef, et des mouvements de jeunesse arabistes au début des années 1960. Cette fraction importante du mouvement national (le mouvement anticolonial) a été mise hors jeu par les bourguibiens. Cette sensibilité politique persiste néanmoins dans de nombreux partis, comme celui dirigé par le premier président post-2011 Moncef Marzouki (le Congrès pour la République), ou une partie de l'extrême-gauche. Bourguiba s'est également débarrassé, à partir de la fin des années 1960, de la contestation socialiste gauchiste incarnée dans les mouvements étudiants et ouvriers répétés. Il a mis en prison une génération de leaders étudiants et de cadres syndicaux mobilisés pour plus de justice sociale. Il a enfin pris pour cible, à partir des années 1980, les mouvements islamistes, qui ont été les victimes de la montée des tensions dans l'Algérie voisine et de la répression sur le territoire tunisien.

Cette référence à l'Europe, considérée ici comme une caractéristique de la Tunisie dans son ensemble, a bel et bien été imposée par le bourguibisme comme « idéologie d'État », idéologie paradoxale parce qu'elle ne cesse d'osciller en fonction des intérêts du régime. De même, la méritocratie scolaire trouve ses limites dans la liberté d'expression : les étudiantes et étudiants actifs et politisés ont sous son règne et sous celui de son successeur pu passer entre 5 à 20 ans en prison pour avoir participé à une manifestation.

Par ailleurs, les relations entre la Tunisie et ses voisins européens se sont considérablement compliquées avec la mise en place des visas à partir de 1974 et le durcissement de la politique de contrôle de l'immigration. Dès lors, l'émigration vers le monde arabe, et notamment vers le Golfe, est devenue une ressource plus évidente pour les Tunisiens comme pour beaucoup de travailleurs dans le monde arabe.

Une définition du « monde arabe » sous-tend toute la démonstration. Pour Masri, le « monde arabe » est une condition. Être arabe, c'est vivre dans un certain contexte, avec un horizon commun qui inclut en particulier la fusion entre arabité et islam, une certaine violence sociale, des régimes autoritaires, des systèmes d'éducation très lourdement marqués par l'idéologie. C'est un horizon qu'il définit dès la page 10 comme point de comparaison. La Tunisie, selon lui, échappe à cette condition. Elle ne peut donc pas être un modèle pour le monde arabe, n'étant pas vraiment prise dans la condition de « l'être arabe ». Les autres pays arabes, partageant, eux, cette condition, ne peuvent alors accéder à une quelconque révolution. Est-ce à dire qu'ils doivent alors se résoudre à un destin commun, celui de l'autoritarisme ? S. Masri ne le dit pas, mais on ne peut s'empêcher de l'entendre.

## À quoi bon se battre ?

En reposant le livre de Masri, un refrain me revenait à l'esprit de manière un peu entêtante, celui qu'entonnaient les révolutionnaires tunisiens en 2010-2011, qu'ils avaient déjà entonné souvent auparavant, celui que reprirent parfois les révolutionnaires égyptiens ou yéménites ou syriens, sous la forme d'un slogan, ou d'une devise. Ce vers du poète Abu Qasim al-Chabbi, devenu célèbre, dit « Si le peuple un jour veut vivre, il lui faut s'approprier le destin ». Ce n'est pas un hasard si ce vers est devenu un slogan, d'abord contre la colonisation, puis dans le cadre des luttes d'émancipations. Il met au centre précisément le contraire d'un certain fatalisme que l'on voit ici se développer. Car il est intéressant de discuter de l'appartenance arabe à partir de l'expérience des révolutions de 2010-2013, dans un contexte où ce que l'on appelait le monde arabe était devenu une gangue idéologique, une coquille vide, une forme d'anti-impérialisme rouillé et mal ajusté, alors qu'il était évident qu'arabisme rimait avec un destin commun fait de renoncements et de ferveur militarisée. Les révoltes et les révolutions n'ont, dans ce contexte et malgré ce contexte, cessé de faire persister un lien, à commencer par les révoltes en Palestine, mais aussi les soulèvements épisodiques de la « rue arabe », jusqu'aux soulèvements récents. Et c'est précisément à cause de ce destin commun que Safwan al-Masri entreprend l'écriture de son livre.

Le mystère réside dans le fait qu'il préfère faire de l'exception, la luciole dirait Gramsci, une anomalie et donc un accident de l'histoire, non reproductible. La question du modèle apparaît ici comme l'envers exact des théories de l'exportation de la démocratie, elle est ancrée dans l'idée états-unienne de trouver une recette que l'on puisse reproduire et adapter. Ici, la très grande spécificité tunisienne — affirmée au travers d'un raisonnement historique très superficiel — vient conforter un raisonnement de ce type : la Tunisie est une démocratie, et la Tunisie fait partie du monde arabe. Si la Tunisie est une démocratie, c'est parce que son histoire l'éloigne du monde arabe (et de ses caractéristiques partagées/de son destin). Donc la Tunisie n'est pas (vraiment) arabe. Donc le monde arabe ne peut pas accéder à la démocratie.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 7 juin 2018.